le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

26 JANVIER
AU 1er FÉVRIER 1995

N° 984

10,00 F

LE 28 JANVIER : TOUS DANS LA RUE

CONTRE LES LOIS PASQUA

Misère, chômage, précarité de l'emploi... font de notre société une poudrière. Le pouvoir craint l'explosion et réplique par une répression et sur une surveillance accrues. Mettre en place des réseaux de solidarité, lutter pour notre émancipation et l'égalité sociale, voilà les vraies réponses à la politique ultra-sécuritaire de l'Etat. Faisons du 28 janvier une vaste journée d'action pour l'abrogation de ces lois « scélérates ».

LES LOIS PASQUA, votées mi-décembre à l'Assemblée nationale sont actuellement discutées en deuxième lecture au Sénat, puisque les députés ont modifié les termes du projet de loi initial (devinez dans quel sens ?). C'est donc le moment de réagir, car seule la pression populaire peut empêcher leur mise en place. Le 28 janvier, descendons tous dans la rue et montrons notre détermination à refuser cette démocratie blindée.

La mise en exergue de l'insécurité et de l'exclusion faite par les médias et les discours politiques de tous bords ne représentent en fait qu'une manœuvre, voire un chantage politico-social pour mieux installer un attirail de lois liberticides. Les lois relatives au code de la nationalité, celles sur la presse ou les lois sur la sécurité dites Pasqua ne sont en réalité que des outils dont se dote l'Etat pour mieux contrôler la population. Le sentiment d'insécurité

(suite p. 2)

TOURS : CHRONIQUE D'UN SQUATT ANNONCÉ

Pas ou mal logés ? Une seule solution : la réquisition !

MERCREDI 4 janvier 1995 — Suite à l'occupation symbolique à Tours d'un foyer de la SNCF (voué à la démolition) par des sans-domicile-fixe, « Agir contre le Chômage ! » (AC !-37), la Confédération syndicale des familles (CSF), la Confédération nationale du travail (CNT), la Confédération nationale du logement (CNL) et ACDC, une réunion s'est tenue au local des libertaires et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Tours pour préparer la réquisition de logements vides. Deux heures après, nous nous installions à titre provisoire dans l'ancienne maison de retraite Raymond Villatte, avec un collectif composé de cinq SDF, du groupe libertaire de Tours (communément appelé Grolito), d'AC ! - 37, de la LCR, de la CNT et de la CSF.

Jeudi 5 janvier — Après une nuit passée au chaud, avec eau et électricité, sont arrivés des représentants des Restos du Cœur, alertés par la presse locale. En effet, la Mairie (fief du sinistre Jean Royer) devait leur accorder le rez-de-chaussée et le sous-sol de ce bâtiment comportant trois étages et trente-quatre chambres (1). Fort de leur « bonne charité », ils acceptèrent de nous laisser squatter.

A 18 h, débarquement en grandes pompes des représentants de la Mairie, de la Croix-Rouge, de la DDASS, de la Préfecture, des pompiers et de la presse, contactée par nos propres soins. S'en suit le discours envenimé des gestionnaires de l'exclusion, arguant du fait qu'il existe des places « *bien encadrées* », en « *toute sécurité* », dans différents foyers de Tours et que, ce faisant, cette réquisition est inadmissible. L'adjoint royeriste annonce que la Mairie a déposé un référé en vue de notre expulsion. De notre côté, nous maintenons l'argument qu'un foyer n'est qu'un toit dans l'urgence et que nous exigeons des logements et des conditions de vie décentes.

Vendredi 6 janvier : attaque en règle du truand J.R. — Au matin, se ramènent des représentants de la Mairie, avec des croissants, des pains au chocolat et des convocations pour des propositions individuelles de logement. Trois personnes (deux SDF et un militant Grolito) donnent alors leur nom pour envoyer une délégation à la mairie, qui est immédiatement refusée. Un camion municipal rempli de parpaings arrive soudain, plus tôt que prévu, dévoilant la grossièreté du piège de la Mairie.

A 14 h est tenue une conférence de presse au squatt (non reprise par les médias). A 14 h 30, est tenue une conférence de presse par Jean Royer. Celle-ci est médiatisée. Il y apparaîtrait que les SDF seraient manipulés par des organisations pro-communistes...

A 18 h, un huissier arrive au squatt Villatte. Il est porteur d'assignations à comparaître devant le tribunal civil, pour les trois signataires de la délégation du matin... Damned ! Royer n'est pas si honnête qu'on le croyait. Dans la forme, l'occupation est reconnue illégale, pratiquée par des « *gens incontrôlables aussi bien en quantité qu'en qualité* », mettant en péril « *leur propre sécurité et celle des tiers* » (?).

Le soir même, d'autres SDF, des individus et des associations se sont portés volontaires pour comparaître en soutien aux trois inculpés. Un tract est alors rédigé, appelant à un rassemblement devant le Palais de Justice pour le mercredi 11 janvier, jour du procès.

Cette nuit-là, l'effectif des SDF squattant à Villatte se porte à une dizaine de personnes, auxquels s'ajoutent des militants du Grolito, toujours présents sur les lieux, impliqués dans le quotidien du squatt.

(suite p. 3)

T 2137 - 984 - 10,00 F

Le 28 janvier : tous dans la rue contre les lois Pasqua

(suite de la « une »)

créé par la médiatisation de la délinquance justifie et crédilise aux yeux des gens la nécessité d'une société sécuritaire.

Une société sécuritaire

L'installation et la généralisation de la vidéo-surveillance est une des réponses de l'Etat. Désormais, les enregistrements seraient permis ainsi que leur conservation pendant six mois et ce, en dehors de tout contrôle de la CNIL (Commission nationale informatique et liberté). Les bandes conservées pourront servir de preuves lors de procès (quand on connaît les possibilités de manipulation d'images, on tremble...). Ce contrôle est une grave atteinte à la liberté, toute la population est ainsi mise sous haute surveillance et considérée de ce fait comme potentiellement « délinquante ». Aujourd'hui la rue, demain les appartements ? Il est nécessaire que tous ensemble nous œuvrions pour contrecarrer l'apparition ou le maintien de ces voyeurs électroniques. Dans la rue, mais aussi dans les lieux où les caméras existent déjà depuis longtemps (banques, supermarchés, lieux de travail), opposons des résistances directes : actions de sensibilisation ou autres pour les faire disparaître.

Ces lois sont le signe d'une grave dérive vers une société toujours plus policière. Trois volets les structurent et les renforcent :

— augmentation des pouvoirs du préfet. On imagine aisément le danger d'une centralisation des pouvoirs sur une seule personne, on est loin ici de l'idée que les gens se font de la « démocratie » ;

— hausse du budget de la police, à l'heure où il est de bon ton chez les politiques de faire dans le social démagogique, ceci est un peu contradictoire !

— sortie de la grille des salaires des fonctionnaires : les policiers seront mieux payés donc plus serviles et plus prompts à obéir à leur maître.

Ces lois ne constituent pas une réponse aux problèmes de notre société où règnent l'injustice et l'inégalité. C'est donc ailleurs qu'il nous appartient de trouver des solutions. Face à un monde sécuritaire et policier, développons notre projet d'une société solidaire dans laquelle la justice économique et l'égalité prendront tout leur sens. Alors seulement, les individus occuperont la place qui doit être la leur en toute sûreté.

Une société répressive

Les autres aspects de la loi concernent plus spécifiquement les luttes et visent le seul mode d'expression possible, celui de la rue. En effet, à chaque manifestation, les policiers pourront fouiller les véhicules et les parties communes d'immeubles, et ce dans un rayon illimité. Cette mesure menace gravement le domaine de la vie privée. Elle marque certainement la première étape vers une intrusion encore plus intime avec la fouille des appartements.

L'interdiction de manifester pendant trois ans pour cause de « violences », avec incarcération volontaire pendant les manifestations (les étrangers, eux, sont carrément expulsés), appartient-elle aussi à la mise en place de cet appareil répressif. Où commencent les violences ? Qui les provoque ? (devinez encore). Les plus grandes violences sont d'abord celles de l'Etat. Pour bâillonner encore un peu plus les voix qui oseraient s'élever contre l'ordre établi, dorénavant, les policiers pourront utiliser des balles en caoutchouc dont certaines causent des blessures irréparables. Dans le même temps, les manifestants se voient interdire le port d'objets contondants (les inoffensifs parapluies font partie de l'arsenal prohibé !), ainsi que l'utilisation des fusées de détresse.

Sentiment d'insécurité oblige, la police municipale sera armée. Par rapport à leur mission, le port d'arme n'est pas justifié, ce qui veut dire à terme que leur mission sera élargie.

Parallèlement, beaucoup de maires demandent une augmentation d'effectif qui ne fera que renforcer la surprésence policière dans les rues.

L'oppression s'oppose ici, encore et toujours, à la prévention. Nous, nous savons que la répression n'a jamais résolu les problèmes, mais qu'elle ne sert, au contraire, qu'à en contenir l'expression. Les solutions, c'est à nous de les trouver en posant de véritables actes d'émancipation par la reprise en main de nos affaires. Gérons la ville, en créant des réseaux associatifs, des coopératives et des comités de quartiers. C'est seulement par la participation sociale de tous et par des moyens économiques égalitaires répartis que nous réglerons les problèmes de société.

Le contrôle social

C'est afin de canaliser la population et d'éviter tout débordement que l'Etat opère un double jeu :

• Il engendre par des mesures d'assistanat social une addiction de la population. Dans son rôle de mère nourricière, il tente d'éviter toute remise en cause de son existence même. L'individu se retrouve donc déresponsabilisé, dépendant socialement et économiquement de l'Etat. Le vocabulaire agit perfidement sur les consciences. On emploie d'abord les mots d'exclus (exclus de quoi et par qui ?) d'insertion et de réinsertion (dans quoi ?) puis, on dédramatise avec des mots comme « partenariat », « aide ». Le but : que les gens gèrent eux-mêmes la misère créée par le système économique qui les écrase.

• Les « exclus » devenant une catégorie sociale à part entière, ils commencent à avoir des revendications spécifiques. L'Etat réplique par la répression. Et c'est sous le prétexte hypocrite d'assurer la sécurité de tous, qu'il nous sort sa batterie de lois sécuritaires qui ne visent qu'à le protéger. L'objectif : faire régner l'ordre économique ou agrandir ses pouvoirs en matière de contrôle social. L'Etat n'est que le protecteur du système capitaliste, il garantit ses profits quitte à bafouer la dignité humaine.

Tous dans la rue

L'enjeu de cette lutte est importante et l'ampleur de la mobilisation déterminera notre avenir et nos libertés futures. Jusqu'à présent ce sont essentiellement les libertaires qui ont lutté contre les lois Pasqua, bien qu'elles concernent l'ensemble de la population. Notre détermination ne suffit pas. Le rapport de force nous sera favorable si nous parvenons à dynamiser un large mouvement de résistance sur la base de l'égalité économique et l'entraide.

Descendons nombreux dans la rue le 28 janvier : ne laissons pas aux politiques le pouvoir de décider à notre place ce qui est bon pour nous. ♦

GROUPE FA DE MONTPELLIER

(FA, BP 5555, 34070 Montpellier cedex)

SOUSCRIPTION

Un nouveau studio pour Radio Libertaire, Un nouveau local pour *le Monde libertaire*

C'est possible si on s'y met toutes et tous : militantes et militants de la Fédération anarchiste, sympathisant(e)s du mouvement libertaire, lecteurs du *Monde libertaire*, clients de la librairie Publico, auditeurs de 89.4, animateurs et techniciens, invité(e)s des émissions de Radio Libertaire (artistes, comédiens, écrivains, chanteurs...), tous ceux et toutes celles qui ont pu exprimer leurs luttes, leurs problèmes, parler de leur travail, débattre de leurs idées, tous ceux et toutes celles qui nous écoutent et nous lisent et jugent utile et indispensable que les médias libres « *sans dieu ni maître et sans publicité* » continuent à vivre et à œuvrer pour la révolution sociale.

On a trouvé un local de 100 m² à Paris (1/3 pour la rédaction du ML et 2/3 pour les studios de RL) ; le budget est de un million de francs ; nous avons quelques noisettes mais il nous manque 400 000 francs. C'est pourquoi nous lançons cette souscription.

Modalités de la souscription

• Soit un don de la somme que vous êtes disposés à offrir à ce projet (chèque à l'ordre de DMC avec la mention « pour un nouveau local »). Si 4 000 personnes envoient 100 francs l'objectif est atteint !

• Soit un prélèvement automatique de la somme que vous pouvez pendant 5 ans. Si 100 personnes souscrivent 100 francs par mois, cela nous permet une capacité de remboursement de 10 000 francs par mois et donc un prêt de 400 000 francs. Envoyez-nous votre adresse : nous vous enverrons le formulaire adéquat. Nous vous informerons régulièrement sur les ondes de Radio Libertaire et dans les colonnes du *Monde libertaire* de l'avancée du projet. 60 000 F de dons et 10 engagements de prélèvements automatiques sont déjà arrivés, au 18 janvier 1995.

Diffusez ce texte autour de vous. D'avance merci à toutes et à tous.

Rémi, Jacques et Elisabeth pour Radio Libertaire
Jean-Jacques pour *le Monde libertaire*

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Pas ou mal logés ? Une seule solution : la réquisition !

(suite de la « une »)

Samedi 7 janvier — Une fête annoncée par voie de presse est organisée au squatt pour inviter l'extérieur à constater que contrairement aux propos de Jean Royer les occupants ne sont pas des gens irresponsables et que l'endroit est parfaitement salubre.

Lundi 9 janvier — Conférence de presse avec notre avocat. Dans la journée, des tracts sont diffusés à l'ANPE et dans différents foyers. Le soir, une première véritable assemblée générale est tenue. Le collectif se constitue en Comité tourangeau pour le droit au logement (CTDAL), indépendant du DAL national, malgré son appellation.

Mardi 10 janvier — Une diffusion de tracts a lieu à la faculté des Lettres. Une seconde AG est tenue. Une plate-forme est adoptée (lire charte ci-dessous). Les perspectives de la lutte sont alors dressées : décision de demander officiellement à Royer et au préfet une entrevue en leur laissant 48 heures pour répondre, suite à quoi, en cas de réponse non satisfaite, le CTDAL réquisitionnera des appartements vides.

Mercredi 11 janvier — Au tribunal, après une courte bataille de procédure, les deux parties contradictoires se dessinent :

— la Mairie, par l'intermédiaire du centre communal d'action sociale (CCAS), défend ardemment le droit à la propriété, d'autant plus que le procès risque de faire jurisprudence (si on laisse des individus s'attaquer à la propriété, jusqu'où ira-t-on ?) ;

Défense du droit à un logement décent, abus de pouvoir de la Mairie, irrecevabilité de la procédure.

Le jour même, les Beaux-Arts manifestent leur soutien en réalisant une exposition de peinture au squatt. Le soir, à l'AG, décision est prise de faire un rassemblement le vendredi 13, à l'heure du verdict, ainsi qu'un vernissage de l'expo des Beaux-Arts et qu'un petit concert. Autre décision : manif, le mercredi 18, dans le centre-ville, suivie d'un repas ouvert à toutes et à tous au squatt.

Vendredi 13 janvier — Le verdict tombe : les trois assignés ainsi que les personnes qui les soutiennent sont expulsables sans délai, par la force publique. Mais la lutte ne fait que commencer : une manif de soutien est prévue pour le lendemain, et le mouvement des réquisitions n'en est qu'à son début.

Samedi 14 janvier — Au matin, a lieu la manifestation de protestation contre le verdict suivi d'une prise d'assaut de la mairie de Tours. L'après-midi, une manifestation contre la tenue du congrès du FN se déroule ; la banderole du CTDAL est en tête.

Lundi 16 janvier — Les forces de répression et d'expulsion publique arrivent à 8 h 55. La maison Villatte est murée l'après-midi même. Dès le soir, en réponse, nous occupons un hôtel désaffecté de Joué (banlieue de Tours). La situation est précaire d'autant plus qu'il n'y a ni eau, ni chauffage, ni électricité.

Mardi 17 janvier. Le premier adjoint au maire de Joué, au matin, manifeste son « soutien » en donnant l'autorisation aux SDF de s'inscrire au CCAS de Joué, et en donnant un bon alimentaire de 500 F (que de bonté !). Suite à l'annonce de la venue, jeudi, de l'ex-évêque Gaillot et du professeur Jacquart, en soutien aux SDF de Tours, toutes les organisations de gauche sont en effervescence et semblent soudain se soucier de la lutte contre l'exclusion (y compris le PS !). Une réunion unitaire à laquelle le comité est présent (peut-être par erreur) décide d'une manifestation où doit venir le DAL parisien pour le jeudi.

Mercredi 18 janvier — Une manifestation est organisée par le seul CTDAL. Elle s'achève par le murage symbolique (avec des affiches) d'un bâtiment que la Mairie de Tours continue à occuper malgré la fin de son contrat (Royer, vilain squatter).

Jeudi 19 janvier — Le matin, le CTDAL intervient en lisant sa charte au sein de la commission « exclusion par le logement » du congrès de l'UNIOPS (un groupement d'œuvres humano-caritative), présidé par Lenoir (ex-ministre giscardien) et qui devait accueillir Simone Veil et Albert Jacquart, dans l'après-midi.

Le soir, se déroule une manifestation, à la fin de laquelle le CTDAL réquisitionne une grande maison appartenant à l'évêché — dirigé à Tours par Mgr Honoré, évêque de droite extrême qui s'était porté caution morale de Claire Fontana (Présidente de la Trêve de Dieu), lors de son procès à Tours après l'attaque d'un centre IVG et qui avait exprimé son soutien lors de l'occupation symbolique du foyer de la SNCF. Soutien dont nous nous serions bien passé, mais qui devrait maintenant empêcher notre expulsion.

Contrairement aux autres squatts, cette réquisition a un caractère définitif, du fait qu'il est possible d'y établir des logements individuels sans une structure de foyer.

La lutte continue de toute façon, et nous appelons tous ceux qui n'ont pas de logement ou qui sont mal-logés à prendre leurs affaires en main et à réquisitionner eux-mêmes, avec ou sans loi, et les autres à manifester leur solidarité active.

Petit commentaire sur notre lutte contre l'exclusion — face aux gestionnaires de l'exclusion de tout poil (Etat, organisations humanitaires...), qui ne font, par leurs pratiques, qu'institutionnaliser les inégalités sociales, le Grolito, à l'intérieur du CTDAL, tente de briser le rapport d'assistanat entretenu par les associations caritatives, en développant un rapport de solidarité active entre les individus. En effet, la « charité chrétienne », par associations interposées, annihile toute notion d'intérêts collectifs, de perspectives communes entre la personne qui donne et celle qui reçoit alors que la solidarité active place les deux individus sur un même pied d'égalité et développe par là-même une conscience collective. De plus, au vu de la charte, il apparaît clairement que nous refusons de nous enfermer dans une lutte spécifique au logement et que nous luttons contre toutes les exclusions, sous toutes leurs formes. C'est pourquoi, entre autres, il est hors de question pour le Grolito que le comité adhère à une structure telle que le DAL. Nous souhaitons pour notre part une coordination autogérée des mouvements contre les exclusions, afin de rester maîtres de nos choix dans nos luttes. Et, dès aujourd'hui, pratiquons des alternatives à cette évolution de la société qui engendre misère et exclusion ! ♦

GROUPE LIBERTAIRE DE TOURS

(1) Précisons que le directeur départemental des « Restos » avait demandé l'autorisation d'ouvrir un foyer d'urgence dans les étages supérieurs et que ceci lui avait été refusé.

La charte du Comité tourangeau pour le droit au logement

Des personnes sont dans la rue, d'autres sont mal logées alors qu'il y a tant de logements vides !

Les richesses s'étalent dans certains quartiers alors que la misère s'étend sur les trottoirs !

L'écart entre les riches et les pauvres ne fait que s'amplifier ! Nous n'acceptons pas que notre avenir rime avec l'exclusion et son lot de misères !

Nous affirmons que nos conditions de vie ne doivent plus être déterminées par nos revenus (salaires, allocations...) ; chacun et chacune a le droit de se vêtir, de se nourrir, de se loger, de pouvoir satisfaire ses besoins, ses désirs... ; nous devons pouvoir vivre dignement.

Face à la situation, nous avons décidé d'agir :

— en occupant symboliquement un immeuble vide en vue de lancer une dynamique à Tours ;

— depuis le 4 janvier, nous occupons et/ou habitons en permanence des locaux publics, vides depuis plus d'un mois, toujours chauffés et appartenant à la Mairie de Tours.

Cette occupation a pour but de servir nos revendications : un logement décent correspondant aux besoins de chacun et chacune d'entre nous.

Nous n'acceptons plus que l'on s'installe dans l'« urgence » en se contentant d'« offrir » les foyers et les soupes populaires aux exclus.

Nous luttons contre toutes les exclusions, qu'elles soient sociales, raciales, sexistes...

Pour briser l'isolement, le silence... nous appelons tous ceux et toutes celles qui sont victimes d'exclusions de toutes sortes à nous rejoindre ainsi que ceux et celles partageant ces principes à manifester leur solidarité active.

Le Comité tourangeau pour le droit au logement est composé de sans-domicile-fixe, de mal logés, d'individus, de militants et militantes d'associations, de syndicats et d'organisations politiques solidaires.

AFFAIRE GAILLOT

Le dernier du culte

Le limogeage brutal et sans appel de Jacques Gaillot pourrait laisser totalement indifférents les mécréants que nous sommes et hermétiques au message évangélique gluant de bonté et pétri de bons sentiments, chiants comme la messe. De tous ces cortèges d'or, de pourpre et de scandales financiers internationaux, d'Inquisition, d'athéisme muselé et de certitude bornée, nous qui sommes sans dieu ni maître, en avons ras le ciboire.

Mais l'intérêt de la chose est qu'une fois de plus, ce vieux débris de Jean-Paul II, ses sbires cacochymes en jupons de dentelle leurs clercs besogneux, quelquefois laïcs, affirment clairement leur intolérance, leur obscurantisme moyenâgeux et leur autorité maladive. Cocktail sectaire, caractéristique de toutes ces entreprises totalitaires dont les objectifs sont simples : respect aveugle de la hiérarchie et, partant, de la soumission, humilité et résignation envers sa condition sociale particulièrement si l'on est pauvre et préservation de ses intérêts et de ses privilèges de classe si on l'est moins, voire beaucoup moins...

Promesse d'un improbable salut éternel, condamnations plus que délirantes de l'homosexualité, du préservatif, de l'avortement, du divorce, dévotion bornée et manipulations collectives, cet ordre moral judéo-chrétien et ses avatars, a empoisonné et empoisonne toujours l'éducation de trop nombreux d'entre nous depuis des siècles et des siècles, comme ils disent, et alimentent notre mépris et notre dégoût pour toutes ces traditions séculaires. Baisse la tête, courbe l'échine, crois, baise sans plaisir, prie (sans plaisir aussi), fais des enfants et mets pas les doigts dans le nez. Jean-Paul II et ses copains sont des criminels devant l'Humanité (non, pas le journal !) et l'Eglise catholique n'est ni plus ni moins qu'une secte qui a parfaitement réussi, en balayant toutes ses rivales sur son passage. Tout ce prêchi-prêcha irrationnel, tout le fatras spirituel souvent volontairement incompréhensible de cette puissante multinationale, font payer à Jacques Gaillot le prix de son exceptionnelle et troublante naïveté. Cette myopie est typique de celui qui, après en avoir croqué, découvre toutes les bassesses et les humiliations qu'on lui a fait subir et toutes les couleuvres qu'il a dû s'avaler, et qui ont fait ce qu'il est devenu, ne servent finalement qu'à attiser le feu de son propre bûcher. C'est un procès de Moscou à la mode vaticane. Il ne nous reste plus qu'à remercier le Pape d'avoir semé dans les pois chiches des zélateurs de Gaillot le doute et la méfiance et, soyons démesurément optimistes, c'est le début de la sagesse.

Mais ne délaissons pas la proie pour l'ombre et gardons-nous bien du piège tendu par toutes ces grandes âmes qui nous abreuvent de : « *Ah, s'ils étaient tous comme lui, je deviendrais catholique !* » ou sa variante : « *Tu regardes ses yeux t'as tout compris. Il donne envie de croire aux non-croyants !* » (*Libération* du 16 janvier 1995). Ah bon ? Camarade, pourquoi tu tousses ?

Décidément, aucun libertaire n'a grand-chose à gagner à militer sans méfiance avec des organisations confessionnelles, si généreuses et si sincères soient-elles, et même si quelquefois des révoltes nous sont communes. Aucun peuple, aucune nation ne peut satisfaire son émancipation sociale en basant ses espoirs d'une irrémédiable et véritable vie meilleure et d'une disparition immédiate de la misère et de la pauvreté économique et intellectuelle, en s'appuyant sur des dogmes approximatifs ou des croyances définitives ; théologie de la libération ou pas : ne sent pas le fagot qui veut.

S'il est vrai qu'en cette occasion, la tentation de l'amalgame est grande, tout le monde ne peut pas être le curé d'Uruffe (1), reconnaissons par ailleurs que Gaillot en a beaucoup fait, et pourquoi pas d'ailleurs, pour tenter de débarrasser l'Eglise de toutes ses scories réactionnaires ; l'abbé Meslier, en son temps, n'avait pas non plus ménagé sa peine pour faire avancer quelques unes des idées qui inspirèrent 1789. Mais le combat, on le voit encore cette fois est perdu d'avance. Les plans de carrière de ces Don Quichote ne sont que des cautères sur des jambes de bois et ne font que justifier la charité et la misère sans s'attaquer radicalement à l'injustice et ne portent aucun désir de révolte radicale. Elles ne produisent que des effets « Restos du Cœur », immédiats et sans lendemains, sans grands soirs en devenir et cette vilaine brebis noire médiatique, schismatique et charismatique n'a guère de chance de faire triompher sa foi... si bonne soit-elle. Et ce n'est peut-être pas une si mauvaise chose. A nous de remettre notre aumône au pot de la sociale et ne comptons que sur nos propres forces.

Et pourtant, bien malin qui saura nous garantir d'une réelle efficacité révolutionnaire avant l'an 2000. Mais là, je me fais l'avocat du diable ! ♦

ÉMILE VANHECKE

(1) Curé du village susnommé qui après avoir mit enceinte une de ses ouailles, l'étripa.

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
« En toute mauvaise foi »
émission animée par Julien et Alain Aurenche
avec la participation de Dame Guenièvre
DIMANCHE 29 JANVIER - 15 h-18 h
avec PHILIPPE VAL, JACQUELINE DULAC
et DOMINIQUE OTTAVI
« LA FOLIE EN TÊTE »
33, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 PARIS

Education nationale : faisons le point avant les luttes

A l'heure où le gouvernement n'a pas inscrit à l'ordre du jour de la session parlementaire extraordinaire de fin janvier, la loi de programmation sur l'éducation, tant attendue par les syndicats, il nous a paru important, à la fois de rappeler ce qu'est devenu le syndicalisme enseignant depuis deux ans et aussi de voir ce que le mouvement libertaire pourrait jouer comme rôle dans l'avenir.
Pierre Stambul est un militant de l'École Émancipée. Il siège actuellement au bureau national du SNES et au conseil délibératif fédéral national de la FSU.
De sensibilité libertaire mais n'appartenant à aucun groupe, il s'exprime ici à titre totalement personnel.

***Le Monde libertaire** : Où en est le syndicalisme enseignant ? Quelles sont les forces en présence ?*

Pierre Stambul : L'événement majeur de la dernière période, c'est la scission de la Fédération de l'Education nationale (FEN). La « forteresse enseignante » qui comptait plus de 500 000 syndiqués dans les années 70 a subi une véritable hémorragie avec l'arrivée des « socialistes » au pouvoir et avec la défaite laïque de 1984. La vie fédérale s'est de plus en plus limitée à de terribles affrontements d'appareils où le clivage théoriquement politique PS-PC se doublait d'un clivage corporatiste beaucoup plus réel entre instits et profs. Avec la chute du mur de Berlin, la direction « socialisante » de la FEN a théorisé l'idée qu'il était possible de marginaliser le courant « Unité et Action » (historiquement issu du PC et à la tête du SNES) et de casser la FEN. La création des IUFM où les futurs « maîtres » du primaire et du secondaire devaient être formés ensemble, semblait leur donner raison.

Ils se sont complètement trompés. Depuis longtemps, les bureaucrates permanents de la fédération étaient coupés de la base. La partie la plus corporatiste de leur courant (le SNETAA qui syndique dans les lycées professionnels) les a quittés au nom de la totale souveraineté des syndicats de catégorie. Les méthodes de gangsters utilisées lors de la scission ont écœuré beaucoup de monde. Résultat, après la scission, la FEN se retrouve très nettement devancée par la FSU, tant au niveau des élections professionnelles (110 000 voix contre 180 000 chez les enseignants) qu'au niveau des capacités de mobilisation militante.

La FSU est née de l'idée, à mon avis absurde, qu'il fallait à tout prix fédérer tous les courants et tous les appareils syndicaux opposés à la direction de la FEN. Du coup, on se retrouve avec une fédération de syndicats souverains qui a versé beaucoup plus vite que prévu dans le syndicalisme d'accompagnement en approuvant partiellement les mesures Bayrou. Les conflits d'appareil se mènent au sommet alors qu'aucune vie fédérale n'existe à la base.

« ...la FEN est devenu ce qu'on pouvait redouter de pire : un syndicat sans militants... »

***Le Monde libertaire** : Depuis deux ans, la recomposition syndicale a-t-elle changé un tant soit peu les données au niveau des pratiques ?*

Pierre Stambul : En général non. D'un côté la FEN est devenue ce qu'on pouvait redouter de pire : un syndicat sans militants, qui négocie au sommet la redistribution de quelques miettes.

La FSU n'a pas fait l'erreur de la FEN. Elle a reconnu, en parole, le pluralisme et elle a prétendu inventer une nouvelle forme de syndicalisme, sans hégémonie et avec la recherche permanente du consensus. Il s'agit à mon avis d'un marché de dupes : de fait, le SNES qui a accentué sa dérive corporatiste, dirige la fédération. Toutes ses décisions scandaleuses, l'enterrement du combat laïque après la manifestation du 16 janvier, les accords avec Bayrou, le refus de défendre les exclus, qu'il s'agisse des maîtres auxiliaires (ne parlons pas des MA étrangers, le SNES ne s'oppose pas à la circulaire Pasqua) ou des CES, ont été entérinées par la fédération. A la FSU, la pratique du consensus et la proclamation à tout moment qu'on est « unitaire et pluraliste » ont abouti à faire passer les statuts et l'orientation voulus par « Unité et Action » : un syndicalisme catégoriel prônant une revalorisation hiérarchisée des personnels et qui refuse toute remise en cause de la société. Seul le SNUIPP, parce que c'est une structure nouvelle, connaît des débats un peu plus ouverts. Mais là aussi, la pratique du pluralisme aboutit davantage à l'autocensure des militants révolutionnaires plutôt qu'à une mise en pratique de leurs idées.

Hors de la FEN et de la FSU quelques expériences se mènent. Dans trois départements, des militants de l'École Émancipée ont créé des structures autonomes avec un certain succès en terme d'implantation. Ils s'organisent aujourd'hui nationalement avec le PAS qui regroupe des camarades ayant quitté la CFDT. Mais ce type de structure me paraît difficilement généralisable car il nécessite une détermination et des équipes militantes qui n'existent pas dans la plupart des régions.

***Le Monde libertaire** : Quelles luttes peuvent être porteuses à l'heure actuelle ?*

Pierre Stambul : Les luttes contre l'exclusion : sur les 40 000 MA de secondaire, 25% sont toujours au chômage (et pour les étrangers, chômage signifie parfois expulsion) alors que, individualisme aidant, les heures supplémentaires représentent des milliers d'emplois. Le syndicat a toujours défendu au nom de la reconnaissance des qualifications la hiérarchie et le « mérite ». Il défend l'accès des titulaires à la hors-classe, alors qu'il refuse de syndiquer les CES et s'oppose à la titularisation sans concours de Maîtres auxiliaires (MA). A nous d'impulser ces luttes !

La défense de la laïcité est aussi centrale. Le 16 janvier a montré que cette question pouvait mettre dans la rue des centaines de milliers de personnes. Les syndicats se sont fortement employés à dilapider ce rapport de force en entamant une pseudo-négociation sur les moyens. La laïcité, c'est avant tout le refus du dualisme scolaire, de l'école religieuse ou patronale, c'est la lutte contre toutes les tentatives de démantèlement et de dérèglementation qui visent à recréer des filières ségrégatives.

Et puis il y a aussi les luttes antihiérarchiques, contre la division des personnels en corps antagoniques. Les directions syndicales vivent de la gestion de cette division. Elles ont accepté en 1989 la cassure du corps des instituteurs, l'individualisation des carrières et la création des hors-classes. Se battre pour le corps unique et la titularisation des auxiliaires, c'est refuser cette division.

Enfin, bien sûr, on se bat pour une autre école, pour qu'en cette période où des millions de personnes sont exclues du logement, du travail ou de la santé, ne s'y ajoute pas une exclusion de l'éducation dans des écoles ghettos ou des filières ségrégatives.

« Depuis un an, les syndicats enseignants cherchent par tous les moyens à ne pas faire grève. »

***Le Monde libertaire** : Le 19 novembre, quelle analyse peut-on en faire ?*

Pierre Stambul : Depuis un an, les syndicats enseignants cherchent par tous les moyens à ne pas faire grève. Ni pour la laïcité, ni avec la jeunesse contre le CIP, ni pour défendre l'emploi. Avoir avancé l'idée d'une « loi de programmation » en réponse à l'attente du million de manifestants du 16 janvier et avoir approuvé les propositions de Bayrou a abouti au demi-échec du 19 novembre qui a fort peu débordé le cercle des cadres syndicaux. Par contre, maintenant, la question de la grève ne pourra plus être éludée : les enseignants du primaire supportent de moins en moins le cassage en deux corps de leur profession et ceux du collège réalisent que Bayrou est en train de liquider le collège unique en institutionnalisant l'école à deux vitesses.

***Le Monde libertaire** : Pour les enseignants révolutionnaires et libertaires, que penses-tu d'un réseau éducation ? Faut-il défendre une structure existante minée de l'intérieur ou créer une autre structure ?*

Pierre Stambul : L'Ecole Emancipée existe depuis le début de ce siècle. Elle a une histoire, des pratiques et des positions fondamentales dans lesquelles je me reconnais quasi totalement. Seulement, nous avons fait preuve de carence au moment de la scission de la FEN en ne présentant pas notre alternative de syndicalisme intercatégoriel de transformation sociale contre les projets des différentes bureaucraties syndicales. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) avait un projet politique bien structuré : s'allier coûte que coûte avec les différents courants rénovateurs ou reconstructeurs. Pour eux, la disparition de l'URSS, c'était l'occasion de récupérer sur les ruines du stalinisme ceux qui se réclament encore du communisme. Leur fraction dans l'Ecole Emancipée a « négocié » avec « Unité et Action » et avec le SNETAA. Le brillant résultat de cette négociation, c'est la FSU qui ne vaut pas mieux (sauf qu'elle est plus petite) que l'ancienne FEN. En face, les inorganisés et les libertaires ont réagi de façon dispersée. Quelques-uns sont restés à la FEN ou sont partis dans une confédération, certains ont créé des structures départementales autonomes, d'autres (c'est mon cas) sont allés à la FSU sur une position de franche opposition. Nous n'avons été que quelques-uns, au congrès fondateur de Macon, à voter contre les statuts (hypercorporatistes) et contre la plate-forme (une juxtaposition de revendications catégorielles) de la FSU.

L'Ecole Emancipée est aujourd'hui dirigée, de fait, par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Une longue histoire de cohabitation fraternelle s'est achevée ; cette cohabitation n'est plus que conflictuelle. Cela pose le problème, ancien mais pour moi jamais résolu, des fractions politiques dans les syndicats. Partir de l'Ecole Emancipée n'aurait aucun sens : l'Ecole Emancipée est certes cofondatrice d'une fédération qui est un peu la négation de ce à quoi nous croyons mais elle continue de représenter une frange minoritaire, mais pas du tout négligeable, des travailleurs de l'éducation qui sont contre l'école du tri social, contre les divisions catégorielles, contre l'exclusion, la hiérarchie, l'armée, l'Eglise, le racisme... pour des augmentations uniformes, le corps unique, la laïcité, etc.

On ne va pas abandonner à la Ligue ces travailleurs. Si on part, la plupart d'entre eux resteront, même les libertaires.

Dans mon département, (les Bouches-du-Rhône, fief historique des staliniens), l'Ecole Emancipée vient d'obtenir 13% des voix dans la FSU, ce n'est pas rien !

Par contre, l'idée d'un réseau qui échangerait informations et analyses n'est pas à rejeter. Ce réseau ne doit pas se limiter aux libertaires. Nous avons été trop naïfs face à la LCR. Dans l'EE, beaucoup sont surpris de la rapide dégénérescence de la FSU et ils vivent mal le fait qu'au nom du consensus nous ne nous battons plus pour nos idées. De fait, nous cautionnons un syndicalisme d'accompagnement. ♦

Propos recueillis par JÉRÔME JOUVENET

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
VENDREDI 27 JANVIER
19 h - 21 h
l'émission « L'Invité du vendredi », animée par Christian Ruby et Kevin Nouvel reçoit YVES JEANNERET auteur du livre « ECRIRE LA SCIENCE » sur le thème : « LA VULGARISATION SCIENTIFIQUE »

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Travailler moins pour travailler tous

Ce texte n'est pas un produit fini ! Il a pour ambition d'enclencher un débat, voire une dynamique unitaire au sein du mouvement social.
D'autre part, certains points méritent d'être détaillés et approfondis. Des textes complémentaires (sur le revenu social garanti, les choix de production, l'organisation même du travail...) sont d'ailleurs en cours de rédaction.
Nous appelons tous les salariés, les chômeurs, les groupes et militants se réclamant des idées anti-autoritaires et anti-capitalistes à l'amender, l'enrichir et le co-signer.

AUJOURD'HUI, la question n'est plus de savoir si l'on est pour ou contre la réduction du temps de travail (RTT).

En effet, le fait qu'un dixième de la population active soit au chômage prouve que la société a réduit d'un dixième le temps de travail nécessaire à sa reproduction. Il s'agit donc maintenant de répartir équitablement le temps de travail entre tous !

Bien sûr, afin d'être efficace, la RTT doit être massive, rapide et générale. Elle doit être suivie périodiquement d'autres réductions calculées en fonction des progrès de l'automatisation, des gains de productivité et des priorités sociales retenues par la collectivité.

• **La réduction du temps de travail doit-elle s'accompagner d'une baisse des salaires ?** Pour nous, libertaires et anarcho-syndicalistes, la réponse est claire. La RTT doit passer par une réduction de la hiérarchie des salaires. C'est-à-dire que chaque heure de travail en moins doit être compensée sur le plan salarial... mais de façon inégale ! C'est ainsi, par exemple, que cette compensation pourrait être totale pour les bas salaires (jusqu'à deux fois le SMIC), partielle (jusqu'à quatre fois le SMIC) et nulle (au-dessus).

• **Qui doit payer ?** Le patronat, c'est bien connu, exclut toute compensation salariale. A partir de là, deux solutions : 1) soit faire céder le patronat (mais cela nécessite un mouvement social très puissant... ce qui n'est pas le cas actuellement !) ; 2) soit peser sur le gouvernement pour que la RTT soit financée par le biais des administrations publiques.

Dans la seconde solution, la compensation salariale prendrait alors la forme d'un salaire indirect, d'une espèce de revenu social (que certains appellent le « deuxième chèque »). Son financement pourrait être assuré notamment par les économies résultant de la résorption du chômage. C'est ainsi qu'en 1991, 217 milliards de francs ont été dépensés par l'ensemble des administrations publiques (Etat, collectivités locales, Sécurité sociale) pour indemniser le chômage, recycler les chômeurs et soutenir l'emploi (à coup d'exonérations de cotisations sociales). Soit, par un total de trois millions de chômeurs effectifs, une moyenne de 6 000 F par mois ! Si l'on ajoute à ce chiffre le manque à gagner de ces mêmes administrations (un chômeur ne paye pas de cotisations sociales), c'est à environ 400 milliards de francs qu'est estimé aujourd'hui le coût du chômage. Ainsi, et même si la résorption du chômage ne rapportait pas autant, la question du financement n'est vraiment pas insurmontable. Par ailleurs, une augmentation de l'impôt sur les grosses fortunes, une taxation des entreprises fortement automatisées et des prélèvements sur les transactions monétaires permettraient de combler le déficit éventuel.

• **Pour aller plus loin.** Les propositions énoncées ci-dessus paraîtront peut-être extrêmement réformistes. Mais, outre le fait qu'il faudra se bagarrer pour qu'elles se concrétisent, rien n'empêche le mouvement ouvrier de mener parallèlement une offensive sur le plan des conditions de travail, des salaires, du pouvoir dans l'entreprise, bref, de l'exploitation capitaliste en général.

En effet, la peur du chômage et de la misère diminuant, la combativité des travailleurs devrait quant à elle augmenter.

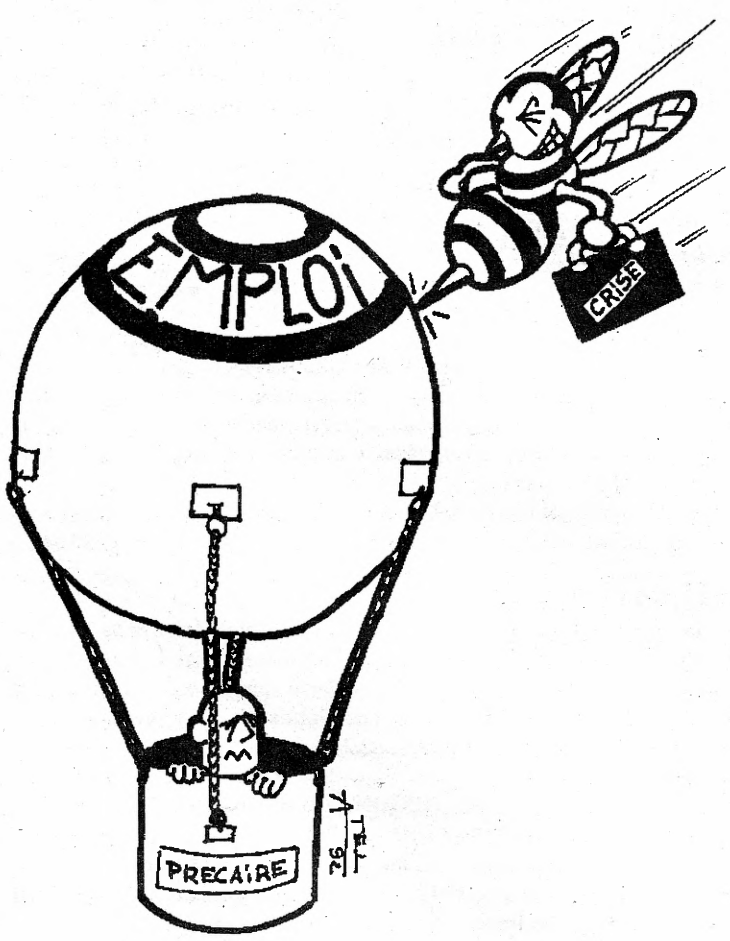
D'autre part, en plus d'éliminer le chômage et de réduire les inégalités, ces propositions représentent aussi une véritable rupture avec le rapport salarial.

Car le « deuxième chèque » n'est pas la contrepartie monétaire de la force de travail vendue à l'employeur ; ce n'est pas un salaire au sens propre. Il représente la part de la richesse sociale que l'individu peut s'approprier en tant que membre de la société. Augmentant au fur et à mesure que le temps de travail diminuera, il sera progressivement et de plus en plus perçu comme un véritable revenu social garanti.

Bref, on est loin d'une dérive réformiste ! Une politique de RTT, financée de cette façon, porte en elle une remise en cause de la logique dominante. Liée étroitement à notre combat pour l'expropriation capitaliste et la socialisation des richesses, elle nous met sur la voie de l'abolition du salariat (qui figurait il n'y a pas si longtemps encore dans les statuts de la CGT), de l'économie distributive, du communisme libertaire. La formule du XIXe siècle : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* » devient une réalité... ♦

Premiers signataires :
— le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux
— l'Union régionale Nord/Pas-de-Calais de la Confédération nationale du travail (CNT-AIT).

N.B. : Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (CCL) et CNT-AIT, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.



PARUTIONS

PRESSE
Le n° 19 d'*Encre noire* vient de paraître. C'est un journal réalisé par le groupe Caussimon de Nancy, la liaison de la Haute-Marne et des sympathisants. Le numéro est disponible contre trois timbres à 2,80 F, en écrivant au **CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.**

PRESSE
Le n° 1 de *Libert'ère* (journal du groupe Léo-Ferré de la FA du Tarn) est paru. Sommaire : un dossier « Ecologie ».
Prix : 5 F (+ 1,40 F de frais de port). Abonnement : 25 F (port gratuit). Abonnement de soutien : + de 25 F (ce que vous voulez).
***Libert'ère* c/o CROS, BP 06, 81190 Puybegon.**

PRESSE
Le n° 115 (janvier 1995) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes est paru. Prix : 6 F. Abonnement d'un an (10 numéros) : 60 F (chèque à l'ordre de « Contre-Courants »).« **Contre-Courants », La Ladrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.**

QUATRE PAGES SUR L'ÉDUCATION LIBERTAIRE
Le groupe Milly-Witkop diffuse un « quatre pages » sur l'éducation libertaire. Disponible contre un timbre à 2,80 F au « **Lokal », 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes.**

NPS DIFFUSION
Le groupe Ne Plus Subir de Moselle/Bas-Rhin diffuse un certain nombre de brochures, revues, BD, cassettes, CD à des prix modiques (de 5 à 90 F).
Un catalogue est disponible (contre un timbre à 2,80 F) auprès de **Ne Plus Subir, BP 58, 67260 Sarre-Union cedex**.

AGENDA
Le groupe Région-toulonnaise diffuse l'agenda de Radio Black-out, radio libre des squatts de Turin. 400 pages. Couverture en couleur. Photos, dessins, infos, adresses, calendriers 1995/1996...
Prix : 55 F (port compris). Disponible auprès du **CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex .**

CHILI

Cinq militants menacés de mort par Pinochet

Le 12 janvier dernier, une dépêche de l'AFP publiée par *le Monde* annonçait la condamnation à mort par un tribunal militaire chilien de cinq membres de l'organisation Lautaro : Guillermo Ossandon, Jaime Pinto Agloni, Julio Prado Bravo, Jaime Cellis Adasme et Patricio Gallardo Trujillo. Une sixième militante, Marcela Rodriguez, paralysée à la suite de blessures par balles, a été condamnée à la prison à vie. Cette nouvelle soulevait une grande émotion : aussitôt un appel signé aussi bien par des personnalités que par des travailleurs dans divers entreprises était adressé au Président de la République du Chili. Une délégation d'une cinquantaine de personnes se rendait à l'Ambassade le 18 janvier. Le représentant de l'Ambassade, ancien exilé politique lui-même et plutôt gêné, répondit qu'il ne s'agissait pas encore d'une condamnation mais seulement d'un réquisitoire du procureur militaire. Des amis chiliens, contactés au téléphone, confirmaient cette précision. Mais ce n'est pas pour autant que ces cinq militants ne sont pas en danger, car, par définition, un tribunal militaire est composé... de militaires ; et ceux-ci, au Chili, sont directement aux ordres de l'ancien dictateur Pinochet.

Une guérilla urbaine implantée dans la jeunesse des *poblaciones*

Les Lautaro (du nom d'un héros indien qui combattit les Espagnols au 19e siècle) se sont lancés dans la guérilla urbaine au cours des dernières années de la dictature de Pinochet aux côtés du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) créé par le Parti communiste. Lors de la mise à l'écart de Pinochet, alors que le FPMR décidait de déposer les armes, les Lautaro choisissaient de poursuivre la lutte armée. En particulier parce que le nouveau pouvoir refusait de libérer les prisonniers politiques ayant participé à des actions armées. Issus du MAPU (chrétiens de gauche), les Lautaro ont des projets politiques très flous : « Le Chili populaire » et très peu de références théoriques. Ils disposaient voici trois ans d'une certaine base sociale parmi la jeunesse pauvre des *poblaciones* où ils défilaient en armes les jours de fête et procédaient à des distribution de camions de vivres et de vêtements « réquisitionnés » manu militari (leurs actions favorites). Ils ont mené plusieurs attentats contre des tortionnaires notoires mais n'ont jamais pratiqué le terrorisme aveugle.

Les militants, qui viennent d'être condamnés, avaient participé, le 19 novembre 1990 (un an après la mise à l'écart de Pinochet), à l'attaque de l'hôpital Sotero del Rio, où était hospitalisé Marcos Antonioletti, un de leurs camarades, quasi aveugle après avoir été atrocement torturé par la police. Au cours de l'affrontement, quatre carabiniers avaient été tués. Marcela Rodriguez, surnommée « Mujer Metralleta », avait été grièvement blessée et arrêtée. Antonioletti, après son évasion, s'était caché chez un journaliste connu, où il avait été exécuté par la police d'une balle dans la tête dans des conditions très bizarres. Ces événements avaient fait, à l'époque, la « une » de la presse chilienne...

De sordides marchandages

Cette condamnation s'inscrit semble-t-il dans le cadre des conflits et des tractations entre le pouvoir élu du président Eduardo Frey d'un côté, Pinochet et les cadres de l'appareil militaire de l'autre. L'ancien dictateur n'a accepté sa mise à l'écart, à la suite de son échec électoral, qu'à condition de conserver certaines prérogatives. Il demeure le chef suprême des armées et dispose notamment du droit de nommer neuf sénateurs pour dix ans. Pinochet a affirmé qu'il n'accepterait jamais qu'on touche aux militaires qui se sont rendus coupables de crimes sous son règne. Une loi d'amnistie sur mesures a d'ailleurs été votée à cet effet. Or, un des piliers de son régime, le général en retraite Manuel Contreras est actuellement jugé, non pour avoir dirigé la DINA (la police politique de la dictature) et être responsable de la torture et de l'assassinat de milliers de militants de gauche, mais pour avoir fait assassiner Orlando Letellier, ancien ministre d'Allende, en 1976, à Washington, ce que les autorités américaines ne lui pardonnent pas. Pinochet et ses amis ont fait savoir qu'ils admettraient peut-être la condamnation de Contreras, mais à certaines conditions, en particulier qu'on construise une prison spéciale pour cet hôte de marque ! Ce projet, accepté par le Parti démocrate-chrétien comme par ses alliés du Parti socialiste, a soulevé un certain émoi et même entraîné la démission, reprise ensuite, d'un ministre du PS.

Aujourd'hui, trois détenus politiques condamnés à l'époque de Pinochet sont toujours en prison, aux côtés de prisonniers plus récents. Il n'en faut d'ailleurs pas beaucoup pour aller en prison au Chili. Des journalistes sont fréquemment inquiétés. Ainsi, Manuel Cabieses, le directeur du journal *Punto final* a été inculpé pour « *injures au chef des armées* ». Il avait qualifié de « *cyniques et sadiques* » les commentaires de l'ex-dictateur. Pinochet, à propos de la découverte d'un charnier de militants assassinés où plusieurs corps étaient placés ensemble, avait déclaré en plaisantant que c'était « *une mesure d'économie* »...

Il est vraisemblable qu'en faisant demander par le procureur à sa botte cette condamnation spectaculaire, Pinochet ait voulu taper du poing sur la table. Il est possible que le Président Frey lui livre les têtes des cinq Lautaro en échange de quelques concessions... Cynique lui aussi, Frey a déclaré qu'il était partisan de la justice mais seulement « *dans la mesure du possible* », c'est-à-dire tant que ça ne dérange pas Pinochet.

Le recul des forces populaires

Ces sinistres marchandages se déroulent dans un pays marqué par la démoralisation et le recul très net des forces de gauche et d'extrême gauche. La classe ouvrière, sous l'effet de la crise économique, a littéralement fondu, passant de deux millions à un million de travailleurs environ en une quinzaine d'années. Les démocrates chrétiens sont aujourd'hui majoritaires dans les syndicats. De nombreux dirigeants de mouvements populaires et même d'ex-guérilleros du MIR ont retourné leur veste et se sont recasés à différents niveaux de l'appareil d'Etat. L'atmosphère de corruption et d'argent facile gangrène la classe politique.

Dans ce contexte, les Lautaro sont très isolés. La répression leur a assené de rudes coups. Un de leurs principaux dirigeants, Victor Gonzalez, purge actuellement une peine d'un... siècle au pénitencier de Santiago. De nombreux militants sont emprisonnés, d'autres ont été tués. Il est à craindre que les réactions à ces condamnations soient faibles, en raison de la lassitude d'une grande partie de la population, et que Pinochet en profite pour faire exécuter ces militants avec la complicité du président Eduardo Frey, dont la politique déclarée est « *de respecter la loi et de ne jamais la discuter* », même quand cette loi a été promulguée sous la dictature.

En France, la presse parle très peu de la guérilla Lautaro, ou alors, comme *le Monde*, pour les présenter comme de vulgaires terroristes, en oubliant les conditions qui les ont amenés à se lancer dans ce combat inégal contre l'appareil militaire et policier chilien. Cette guerre, coupée de la masse des travailleurs et de la population, est sans espoir, mais elle exprime la violence de la révolte des laissés pour compte de la prétendue « démocratisation » du Chili et du fameux « miracle économique » qui a profité à la grande bourgeoisie, mais aussi à une partie non négligeable de la petite. Les politiciens de droite et de gauche ont abandonné à son sort la jeunesse des poblaciones, qui a été le fer de lance des manifestations contre Pinochet, et aucune organisation ne lui propose de véritables perspectives.

Le Chili n'est sans doute plus une cause à la mode, comme c'était le cas au lendemain de la mort d'Allende, mais ce n'est pas une raison pour demeurer passif devant la menace qui pèse sur ces militants. Quel que soit le jugement qu'on puisse porter sur la politique et les méthodes des Lautaro, agissons pour les sauver ! ♦

GÉRARD DELTEIL

BRÈVE INTERNATIONALE

ITALIE — Nos compagnons du Forte Guercio à Alessandria (Piémont), où a été organisée la foire à l'autogestion en septembre 1994, subissent la pression constante de la « justice » et de la police (une compagne est poursuivie pour outrage au drapeau national, d'autres sont en procès pour occupation illégale du Forte Guercio). Manifestement, parce qu'il représente une alternative culturelle et sociale que le pouvoir supporte avec difficulté. Aujourd'hui, alors que la commune d'Alessandria est tombée aux mains de la Ligue du Nord, cette pression s'accentue. Mais nos camarades n'ont pas l'intention de céder. Ils avaient prévu une manifestation pour le 21 janvier. Il déclarent : « *12 inculpations, 8 millions de lires d'amende à payer et tellement envie de réaffirmer que nous sommes antinationalistes, antiétatiques et pour l'autogestion.* »

Nous vous tiendrons au courant des développements ultérieurs.

LES RELATIONS INTERNATIONALES DE LA FA

Associations

TOULOUSE : SÉANCE CINÉMA AVEC LA CNT

La CNT-AIT (7, rue Saint-Remésy, 31000 Toulouse) organise une projection-débat du film : *Chomsky, les médias et les illusions nécessaires*, le vendredi 27 janvier, à 19 h 45, au **cinéma Rex, avenue Honoré-Serres (près de la place Arnaud-Bernard).**

Outre cette séance, le film est à l'affiche du 26 janvier au 7 février (se renseigner pour les heures d'ouverture sur le réponseur du cinéma : 61.23.93.04).

LYON : CONFÉRENCE A LA GRYFFE

« La peur de l'autre en soi, du sexisme à l'homophobie », tel sera le thème de la conférence-débat (animée par Daniel Welzer-Lang, Pierre Dutey et Michel Dorais), qui se déroulera le samedi 28 janvier, à 15h, à l'initiative du journal Star, à la **librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe (M° Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. tél. : 78.61.02.25.**

PARIS : CONFÉRENCE DE L'UNION DES ANARCHISTES

Réunion-débat mensuelle sur le thème : « Assez de pub ! » (avec Yvon Gradis), organisée par l'Union des anarchistes, le lundi 13 février, à 19 h 30, **salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (RER Luxembourg), 75005 Paris.**

HISTOIRE

« Viêt-Nam 1920 - 1945 Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale »

Ngo Van - éd. L'Insomniaque

LES ÉDITIONS L'Insomniaque s'apprêtent à publier : *Viêt-Nam 1920-1945, Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, de Ngo Van.

L'auteur est né en 1913 au hameau de Tân lô, près de Thu duc, 15 kilomètres au nord-est de Saïgon, d'une famille paysanne. Ngo Van a commencé à travailler dès l'âge de quatorze ans. Il s'engage dans le mouvement communiste oppositionnel (trotskyste) en 1932, et a partagé la lutte des révolutionnaires jusqu'en 1945. Fixé en France depuis 1948, il a travaillé en usine jusqu'en 1978. Il a écrit une série d'articles sur le Viêt-Nam dans *Informations et correspondance ouvrières*, de 1968 à 1972. Il a collaboré aux *Chroniques vietnamiennes*, de 1986 à 1991 et a publié deux articles historiques sur l'Indochine de 1930 à 1940, dans les *Cahiers Léon Trotsky* (éditeur : Pierre Broué). Il a également collaboré au *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (dirigé par Jean Maitron).

Somme historique, cet ouvrage — auquel son auteur a consacré de nombreuses années de recherches — est aussi un témoignage de première main et le premier du genre. Homme du rang et acteur engagé dans cette période cruciale de l'histoire du Viêt-Nam, l'auteur a vécu les péripéties de la lutte anticolonialiste et révolutionnaire, ce qui lui aura valu de rencontrer, de fréquenter et de connaître nombre de personnalités qui animèrent le combat. La période traitée couvre les années 1920, celles qui virent l'éveil d'une intelligentsia moderne et l'émergence d'un nationalisme nouveau ; les années 1930, celles des explosions révolutionnaires et des expériences ; et une partie des années 1940, de l'occupation japonaise aux prémices de l'indépendance. Présenté sous forme de chronique, ce récit est à coup sûr une contribution importante et neuve à l'histoire contemporaine du Viêt-Nam, enfin dégagée de tout manichéisme, et ce, à un moment où les actuels potentats de Hanoï sont à la croisée des chemins.

L'Insomniaque est une maison d'édition associative sans but lucratif et destinée à favoriser l'expression des dissidents. Son fonctionnement repose sur le bénévolat. Pour la publication de *Viêt-Nam 1920-1945, Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale* (plus de 300 pages et une riche iconographie), L'Insomniaque ouvre une souscription. Pour 100 F, les souscripteurs recevront un exemplaire de l'ouvrage dès sa parution, dans le courant de l'année 1995 (et en sus un exemplaire d'un livre choisi dans le catalogue).

Les souscriptions sont à adresser, par chèque, à l'ordre des éditions **L'Insomniaque, 7, rue Jean-François Gerbillon, 75006 Paris.** ♦

CHARLES REEVE
(d'après présentation de L'Insomniaque)

POÉSIE

Du vin et des filles

A L'HEURE où les intégristes font la chasse à mort aux écrivains, il est bon de relire la poésie d'Omar Khayam, cet « *astronome qui ne croyait pas au ciel* ». Les éditions Gallimard rééditent, dans la traduction considérée comme la meilleure, celle de notre ami Armand Robin, les *Rubayat* (les « quatrains ») de cet étonnant poète persan né en 1040 et mort en 1125.

« *Il réformait les chars et le calendrier. Il administrait l'observatoire de Merv. Il calculait des binômes, des équations du quatrième degré, le triangle arithmétique* », nous raconte de lui Robin. Et il écrivait des quatrains sataniques, des « versets érotiques » dont Philippe Val a causé dans une très belle chanson.

Du vin et des filles, il en parlait beaucoup Omar Khayam : « *Ils disent tous : "Il y aurait, il y a même un enfer !"*

Blablabla ! le cœur ne doit pas s'émouvoir !

Si tous ceux qui font l'amour et qui boivent sont de l'enfer,

Demain le Paradis, comme le creux de ma main, est désert. »

Un mec libre, « *libertin comme une tulipe ! à la fois infidèle et croyant !* », dont la poésie traverse les siècles sans perdre de sa force :

« *Soixante-douze vérités, voilà ce qu'ils ont !*

T'aimer, toi, c'est mieux que la fragilité qu'ils ont ;

Au loin Islam, religion, péché !

Le but, c'est toi, pour le reste restons-en là ! »

« *Ascètes du vin, amoureux du vin, et même buveurs de vin !*

nous le sommes tous !

Dans la rue des maisons de vin, assis tous les jours, nous le sommes tous !

Nous avons quitté le Mal et le Bien, l'espoir du Ciel, la peur de l'Enfer !

N'essaye pas d'avoir raison de nous : ivres d'esprit, nous le sommes tous ! »

« *En homme libre,* [Omar Khayam] *dit sans forcer la voix que Dieu est hypothèse nullement avérée et que ceux qui prétendent agir en son nom et imposer sa loi s'apparentent à de sinistres imposteurs* », écrivait de lui André Velter dans une édition parue en 1958. Lisez les *Rubayat* d'Omar Khayam avant que les intégristes n'aient la mauvaise idée de les brûler. ♦

PASCAL DIDIER

SUR RADIO LIBERTAIRE (89.4), DU 23 AU 29 JANVIER : SEMAINE CONTRE L'EXCLUSION ET POUR LA RÉPARTITION ÉGALITAIRE DES RICHESSES

- **Jeudi 26, « Chronique Hebdo », 20 h 30 - 22 h 30 : Le paupérisme au XIXe... les conceptions de Proudhon.**
- **Vendredi 27, « Pensée à débattre », 13 h 30 - 14 h 30 : Comment abolir l'exclusion.**
- **Samedi 28, « Les Chroniques Syndicales », 11 h 30 - 13 h 30 : La CGT, un siècle de luttes contre l'injustice (avec l'UD du Val-de-Marne).**
- **Samedi 28, « Chroniques rebelles », 13 h 30 - 14 h 30 : Mouvements, méthodes, pratiques contre l'exclusion aux Etats-Unis, avec Henri Simon et Curtis.**

A LA PETITE SEMAINE

Unique et vrai

Avec une touchante modestie, Mme Dominique Voynet est venue apporter sa contribution au sectarisme électoral ambiant en se déclarant « seule candidate de l'écologie » à la présidentielle, remisant du même coup les deux autres carriéristes « naturels », Lalonde et Waechter, au rang d'imposteurs.

Partout ailleurs, ce phénomène de représentativité « unique et vraie » bat son plein. A l'extrême droite, où la tribu adolfo-lepéniste s'acharne déjà à pourfendre le Vicomte vendéen, accusé d'avoir rédigé son petit devoir en copiant sur son voisin breton, le Borgne haineux.

Au Parti socialiste, où chacun des ténors est à ce point convaincu que personne dans cette formation ne représente la gauche réelle qu'on se montre prêt à soutenir le Ronfleur de l'Hémicycle, Raymond Barre, Jaurès assoupi des temps modernes.

A droite, le débat pour la désignation du véritable porteur de l'héritage gaulliste est à ce point capital qu'il serait mal venu d'ironiser ici sur la rivalité Chirac-Balladur. On ne plaisante pas avec l'Histoire.

On le voit, le « débat d'idées » est lancé, d'une profondeur et d'une richesse sans précédent. Il conviendrait bien sûr que les anarchistes y participent. Hélas, à part moi, qui peut raisonnablement s'exprimer sans rien trahir de la tradition libertaire. ♦

FLORÉAL

RENDEZ-VOUS

DIEPPE
Le groupe Clément-Duval et l'APEL, en collaboration avec la MJC de Dieppe, vous invitent à une conférence-débat sur le thème suivant : « Les Sectes », le dimanche 29 janvier, à 15 h, **cave Georges-Brassens, MJC, rue du 19 Août 1942.** Cette conférence sera animée par Xavier Pasquini, rédacteur à Charlie-Hebdo et auteur d'une *Encyclopédie des Sectes*. Table de presse.

DIJON
Le groupe FA de Dijon et le SCALP organisent une conférence-débat sur le thème : « Quelle menace fasciste aujourd'hui en Italie ? », animée par Gaetano Manfredonia (auteur de *La Lutte humaine — Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*), qui se déroulera le mardi 31 janvier, à 20 h 30, en **salle de la Fédération des Œuvres laïques, 2, rue Claude-Bernard, 21000 Dijon.**

SAINT-ETIENNE
Le groupe Nestor-Makhno tient deux tables de presse, l'une chaque vendredi dans le hall de la faculté de Lettres, de 12 h à 14 h, et l'autre chaque dimanche matin sur le marché aux puces, situé devant le stade Geoffroy-Guichard.
Par ailleurs, le groupe poursuit son émission « Rouge et Noir - Tribune Libertaire » chaque jeudi de 21 h à 22 h sur Radio Dio (89.5 FM).
Permanences : chaque premier et troisième mardis du mois, **salle 15 bis, Bourse du Travail de Saint-Etienne.**

SAINT-NAZAIRE
Le groupe Fernand-Pelloutier vous invite à un débat sur « Emile Masson, animateur de luttes paysannes et ouvrières, professeur de liberté, fédéraliste breton, dreyfusard et pacifiste », animé par Didier Giraud, le vendredi 27 janvier, à 20 h 30, à la **Maison du Peuple, salle E, place Salvador-Allende.**

VITRY-SUR-SEINE (VAL-DE-MARNE)
Les libertaires désireux de constituer un groupe FA sur Vitry peuvent contacter l'Union régionale parisienne de la FA (librairie du Monde Libertaire), qui transmettra. Où trouver *le Monde libertaire* ? A la Maison de la Presse située à côté du cinéma Robespierre et à celle de la galerie marchande du supermarché ATAC.

Au lendemain de la période des fêtes, les éditions du Monde Libertaire vous proposent toujours des lots de quelques uns de leurs titres. Vous bénéficiez de 50% de réduction pour pouvoir, dans notre période de paupérisation, encore offrir ou vous offrir quelques bons livres et bonnes brochures.
Pour 100 F (+ 15 F de frais de port), vous pouvez choisir entre trois lots :

a) René Berthier (*Bakounine politique : révolution et contre-révolution en Europe centrale*) ; Gaston Leval (*L'Etat dans l'histoire*) ; Philippe Pelletier (*Super Yalta*).

b) Camillo Berneri (*Œuvres choisies*) ; Pierre-Joseph Proudhon (*De la capacité politique des classes ouvrières*, 2 vol.) ; Commission « Femmes » de la FA (*Avortement, contraception : on vous l'a déjà dit, on veut choisir !*) ; *Les Anarchistes et l'Europe : analyse critique et propositions des anarchistes.*

c) Yves Peyraut (*Radio Libertaire : la voix sans maître*) ; *Mai 68 par eux-mêmes* ; Maurice Joyeux (*L'Anarchie et la société moderne*) ; Larry Portis et Christiane Passevant (*La Main de fer en Palestine*).

Bad Attitude
Radical Women's Newspaper

L'interview ci-dessous a été réalisée lors du festival « Anarchy in UK », au mois d'octobre 1994. *Bad Attitude* y était partie prenante, en intervenant au sein des « ateliers » de femmes, quotidiens tout au long des dix jours de rassemblement.

Le Monde libertaire : *Pouvez-vous nous présenter Bad Attitude ?*

Bad Attitude : *Bad Attitude* est à la fois un collectif et un journal de femmes, radicales, féministes et anarchistes en bien des points, qui existent depuis décembre 1992. Six numéros du journal sont sortis, et celui-ci est centré sur des infos internationales concernant les luttes des femmes dans le monde, les événements sociaux, les luttes de classe... Nous recueillons la plupart des infos en interviewant des féministes étrangères de passage en Angleterre ou en échangeant ces infos avec des journaux féministes d'autres pays.

Le Monde libertaire : *Que mettez-vous dans le terme anarcho-féminisme ?*

Bad Attitude : L'anarcho-féminisme ne ressemble à aucun courant du féminisme. Pour nous, l'anarchisme et le féminisme sont une même lutte, dans le sens où il y a contestation du pouvoir... Le pouvoir patriarcal, mais aussi le pouvoir d'une classe et le pouvoir de l'Etat.

Le Monde libertaire : *Qu'en est-il de l'avortement au Royaume-Uni ?*

Bad Attitude : La durée légale maximum de grossesse durant laquelle il est autorisé est de dix-huit semaines. A part ça, la situation est la même qu'ailleurs. Notre liberté de choisir et de faire ce que l'on veut de notre corps va en se rétrécissant. Il y a souvent des attaques contre l'avortement dans les discours des députés au Parlement. Et puis la question de choix, de liberté de choisir est moindre si vous appartenez à la mauvaise classe sociale, si vous n'avez pas la bonne couleur de peau. Une femme de la classe moyenne aura toujours plus de choix qu'une femme de la classe ouvrière, ne serait-ce que la possibilité de payer l'hôpital. C'est une lutte de classe, l'avortement. Toutes les femmes n'ont pas le moyen de payer.

Le Monde libertaire : *Travaillez-vous avec d'autres groupes de femmes ? Il y a apparemment beaucoup de centres de femmes à Londres.*

Bad Attitude : Il existe de nombreux et différents centres de femmes à Londres, et nous sommes en contact avec ces différents groupes, mais nous ne faisons pas partie d'une organisation. Les centres d'intérêt ne sont pas toujours les mêmes... un groupe de femmes peut être basé sur les fringues, sur l'origine ethnique ou construit sur une base politique comme l'anarchisme et le féminisme. Ce que l'on veut dire, c'est qu'il y a beaucoup de femmes qui se regroupent, mais pas forcément en tant que féministes. Il est important de rappeler que le mot « féminisme » a été énormément critiqué comme étant une idéologie occidentale de femmes blanches. On trouve donc des femmes qui s'organisent mais ne prennent pas l'étiquette féministe, même si certaines luttes rejoignent ce mouvement. Le viol, par exemple, est un fait qui peut sensibiliser n'importe quelle femme... même la princesse Diana peut en avoir peur, et même si la contestation ne touche pas toutes les femmes, la plupart d'entre nous ont un peu peur de sortir seules la nuit. La plupart aussi ont une relation avec un ami ou un mari, et certaines vivent des expériences violentes avec leur partenaire. Et cette expérience de violence masculine peut aussi provenir d'un homme qui est le frère ou le père. Donc, n'importe quelle femme peut être confrontée au sexisme, et c'est sûr que la question à poser est pourquoi nous n'avons pas d'organisation générale.

« Notre liberté de choisir et de faire ce que l'on veut de notre corps va en se rétrécissant. »

Le Monde libertaire : *Comment financez-vous* Bad Attitude *?*

Bad Attitude : Nous avons fait une souscription qui nous a rapporté 200 livres (1 700 FF), et qui nous a permis de publier un questionnaire, avec des questions demandant aux femmes ce qui les intéresse, que l'on a envoyé à des femmes, à différents groupes et collectifs. Ceci nous a amené un matériel permettant de savoir dans quoi les femmes ont envie de s'impliquer (écriture, photo...), et comme on demandait aussi de l'argent et que l'on en a reçu pas mal, nous avons pu acheter un ordinateur... et ça a démarré.

Maintenant, nous avons des publicités dans chaque numéro, qui nous permettent de récolter entre 200 et 300 livres (1 700 à 2 500 FF). Ces publicités sont celles de groupes de femmes, de gens qui font des tee-shirts, ou d'autres magazines. Mais pas de journaux féminins traditionnels évidemment. Ce sont des publicités d'autres revues féministes, de librairies indépendantes aussi. ♦

Interview transmise par GÉRALDINE (gr. Ubu - Paris)

Contact : ***Bad Attitude*** **c/o 121 Bookshop, 121 Railton Road, London SE24 OLR, England. Tél. : 19 (44) 71.978.90.57.**

DROIT A L'AVORTEMENT

La lutte continue

Le 17 janvier, diverses manifestations marquèrent à leur façon le vingtième anniversaire de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse.

Du côté ministère, Simone Veil avait invité les journalistes à déjeuner, qui, tous, au cours de leurs reportages auprès des femmes et des services hospitaliers, avaient rencontré une application bien dégradée du droit à l'avortement : attentes de rendez-vous, culpabilisation, examens inutiles, paiement exigé en espèces, refus de l'aide médicale gratuite, etc. Et c'est là-dessus qu'insiste la ministre, rendant responsables ses prédécesseurs « socialistes ». En revanche, les actions de commandos des fous de Dieu ne l'inquiètent pas trop. Nous ne sommes pas aux Etats-Unis, où on assassine les médecins qui pratiquent l'IVG !

Du côté de ceux et celles qui défendent le droit de choisir, plusieurs conférences de presse — dont celle de la Confédération du Planning familial — ont rappelé les restrictions de la loi (le délai de dix semaines d'aménorrhée, les conditions faites aux mineures et aux étrangères, l'obligation de l'entretien pré-IVG) et ont dénoncé l'application de la loi, conséquence de l'austérité budgétaire, de l'absence de volonté politique de garantir le droit des femmes à disposer de leur corps et d'un retour de l'ordre moral basé sur la valeur « famille » et niant toute sexualité épanouissante mais aussi responsable (1).

Dans diverses villes, notamment à Grenoble, Lille, Bordeaux, Paris... des manifestations de rue étaient organisées. Devant le ministère de la Santé, les 200 manifestants présents (selon la police) scandaient que la lutte pour le droit à l'avortement continue. Ce rassemblement, avenue de Ségur, appelé par le collectif unitaire « Les Salopes 2, le retour » (2), composé pour une bonne part du mouvement libertaire (FA, CNT, Réflex, Apache, Les Zarmazones) voulait rappeler que, vingt ans après, c'était toujours Simone Veil le ministre de la Santé. Reçus en audience par la Chef de Cabinet, Alix de la Bretesch, les manifestants ont exposé le catalogue de revendications actuelles. A cela, il leur fut annoncé la décision de quelques mesures : contractualisation des médecins vacataires pratiquant des IVG dans les hôpitaux publics ; doublement de la subvention aux établissements d'information ; remise d'un rapport sur l'application, rédigé par les préfets et la DDASS ; examen de l'agrément ministériel donné aux associations réalisant les entretiens pré-IVG (3) ; étude de la situation des femmes algériennes ne remplissant pas les conditions de séjour. Mais on ne touchera pas à l'autorisation parentale exigée pour les mineures : ce serait déresponsabiliser la famille ! Et rien quant au développement d'une information adaptée, à l'amélioration des conditions d'accueil des femmes en demande d'IVG ; rien quant au remboursement des contraceptifs (de tous) ; rien quant à la lutte contre les opposants.

Quant à eux, ces croisés de l'ordre moral, ils brûlaient, à la même heure, des cierges devant Notre-Dame et avaient envoyé un fœtus en celluloïd baignant dans du ketchup à l'ensemble des parlementaires. Le lendemain, ils attaquaient une nouvelle fois le centre d'IVG de l'hôpital Louis-Manier, à Colombes ; le samedi précédent, le 14 janvier, ils avaient bloqué l'accès de la clinique Ordener, à Paris dans le 18e, distribuant leur tract d'appel à la manifestation nationale contre l'avortement du dimanche 22 janvier.

Oui, la lutte doit continuer. Nous devons obtenir un droit à l'avortement et à la contraception sans restriction. C'est à nous de nous mobiliser pour le conquérir. Prochains rendez-vous : une distribution de tracts à Lorient le 28 janvier ; un gala organisé par la CADAC (voir ci-dessous). ♦

HÉLÈNE HERNANDEZ
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

(1) Cf. ML du 6 et 13 janvier, sur l'histoire de la lutte pour obtenir le droit à l'avortement et sur les conditions actuelles d'application de la loi.
(2) En référence aux « Manifeste des 343 », lancé dans *le Nouvel Observateur*, 343 qui furent appelées « salopes » pour avoir dit qu'elles avaient avorté.
(3) Fut dénoncé l'agrément dont bénéficie le Centre de liaison des équipes de recherche (CLER), qui s'oppose à l'avortement, mais réalise des entretiens sociaux pré-IVG.

PARIS
28 JANVIER - 19 h 30
AUDITORIUM
des HALLES
Soirée organisée par la Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC)
Témoignages, interventions, chansons et musique

SOMMAIRE

Page 1 : Le 28 janvier : tous dans la rue contre les lois Pasqua (suite p. 2), Pas ou mal logés ? Une seule solution : la réquisition ! (suite p. 3).
Page 2 : Le 28 janvier : tous dans la rue contre les lois Pasqua (suite de la « une »), Souscription local RL/ML.
Page 3 : Pas ou mal logés ? Une seule solution : la réquisition ! (suite de la « une »), Le dernier du culte.
Page 4 : Education nationale...
Page 5 : Travailler moins pour travailler tous, Parutions.
Page 6 : Chili : Cinq militants menacés de mort par Pinochet, Brève italienne, Associations.
Page 7 : « Viêt-Nam 1920 - 1945... » de Ngo Van, Du vin et des filles, A la petite semaine : Unique et vrai, Rendez-vous.
Page 8 : Bad Attitude... Radical Women's Newspaper, Droit à l'avortement : la lutte continue.